



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE  
ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale  
& pays baltes**

Veille régionale  
du pôle

# Développement durable

Juin 2026

# Sommaire

---

<b>Focus – énergies fossiles</b> .....	<b>3</b>
<b>Faits saillants</b> .....	<b>5</b>
POLOGNE .....	5
HONGRIE .....	9
TCHÉQUIE .....	10
SLOVAQUIE .....	15
LITUANIE .....	18
LETTONIE .....	19
ESTONIE .....	21
<b>Agenda</b> .....	<b>23</b>

**16.4**

**Mds€**

**Fonds européens,  
jusque-là suspendus,  
débloqués pour la  
Hongrie**

# Focus – énergies fossiles

## Pologne : fermeture programmée de la centrale de Bełchatów

La fermeture programmée de la centrale de Bełchatów à l'horizon 2036 constitue un tournant majeur pour le secteur énergétique polonais. Premier site charbonnier du pays, le complexe a produit près de 21,4 TWh d'électricité nette en 2025 et représente encore environ 13 % des capacités installées du système électrique national. Toutefois, l'épuisement progressif des gisements de lignite actuellement exploités conduit PGE à prévoir l'arrêt de l'extraction d'ici 2036, même si la concession minière reste valable jusqu'en 2038.

Au-delà des enjeux énergétiques, cette fermeture représente un défi économique et social considérable pour toute la région de Bełchatów. Le complexe emploie directement plus de 6000 personnes, auxquelles s'ajoutent plusieurs milliers d'emplois dans les filiales et entreprises sous-traitantes liées à l'activité minière et électrique. La transformation du site implique donc une profonde reconversion du marché du travail local. PGE prévoit notamment des départs à la retraite, des dispositifs de préretraite et des programmes de départ volontaire afin d'accompagner cette transition. Une partie des salariés restera toutefois mobilisée après l'arrêt de la production électrique, notamment pour les travaux de réhabilitation des terrains miniers. Les autorités et PGE misent désormais sur de nouveaux investissements énergétiques pour assurer l'avenir industriel du territoire, avec le développement des énergies renouvelables, des systèmes de stockage d'électricité et de nouvelles capacités de production thermique. Bełchatów figure également parmi les sites envisagés pour accueillir la deuxième centrale nucléaire polonaise ainsi que de potentiels projets de réacteurs modulaires SMR. Le cas de Bełchatów illustre ainsi les dimensions industrielles, sociales et territoriales de la transition énergétique en Pologne.

Plus d'informations : [WNP](#)

## Hongrie : construction d'un nouvel oléoduc

Le consortium dirigé par MVM Juzna Backa a remporté le contrat de construction du nouvel oléoduc Hongrie - Serbie d'une valeur de 14,5 Mds HUF (123,53 M€) ; la société est détenue à 60 % par MVM, tandis que les 40 % restants le sont par la société serbe Maneks.

Plus d'informations : [CEEnergy](#)

## Tchéquie : Sev.en Global Investment fait son entrée sur le marché du pétrole et du gaz américain

Le groupe Sev.en Global Investments de P. Tykač a fait son entrée sur le marché américain du pétrole et du gaz en achetant un portefeuille d'actifs auprès des sociétés UpCurve Energy I et II. Les puits de pétrole situés au Texas produisent quotidiennement environ 5 000 barils de pétrole, soit près de 800 000 litres, ce qui correspond à plus de 3 % de la consommation quotidienne moyenne en Tchéquie. Outre le pétrole, les puits produisent également d'importants volumes de gaz naturel.

Plus d'informations : [CTK](#)

## Slovaquie : sortie de la dépendance au gaz russe et développement de technologie de décarbonation pour la centrale Zilina

Selon les analyses du quotidien DennikN, la Slovaquie est l'un des pays les plus dépendants aux importations de combustibles fossiles, rapportées au PIB. En effet, la dépendance extérieure aux importations de gaz est de 331 kWh / 1 000 € de PIB, niveau le plus élevé de l'UE (moyenne européenne de 157 kWh / 1 000 €). Quant au pétrole, la dépendance est de 720 kWh / 1 000 € soit le septième niveau le plus élevé de l'UE (moyenne européenne de 605 kWh / 1 000 €).

*Plus d'informations : [e.dennikn.sk](https://e.dennikn.sk)*

La raffinerie de Slovnaft (groupe hongrois MOL) a déjà réalisé 80% de son plan d'investissement visant à la diversification de la production à partir de pétrole non russe. Elle a réussi à fonctionner uniquement avec du pétrole alternatif suite à l'arrêt de l'oléoduc Droujba en début d'année, puis son approvisionnement s'est stabilisé à 50-50 fin mai 2026, avec une augmentation possible de la part russe à court terme. A l'avenir, l'entreprise envisage également de s'approvisionner via le terminal d'Odessa en Ukraine.

Le 19 mai, l'entreprise publique MH TH a mis en service deux unités de cogénération à gaz de haute efficacité dans sa centrale de chauffage de Zilina (nord du pays, 80 000 habitants), dans le cadre d'un vaste projet de décarbonation. Cette centrale est la dernière opérée par MH TH brûlant encore du lignite. Cet investissement de 31 M€ a été réalisé grâce au soutien public du Fonds de modernisation. Il réduira la consommation annuelle de lignite de 25 000 t (27 % de la consommation totale de la centrale) et réduira les émissions de CO<sub>2</sub> de 17 %. Actuellement, MH TH prépare un nouvel appel d'offres doté de 60 M€ pour finaliser la décarbonation à Zilina.

# Faits saillants

## POLOGNE

Le 8 juin, le Conseil des ministres a adopté le Plan national pour l'énergie et le climat (PNEC) à l'horizon 2030, avec une perspective jusqu'en 2040. La Pologne est le dernier pays de l'UE à ne pas avoir transmis son PNEC actualisé. Le PNEC prévoit que la production d'énergie en Pologne devrait doubler d'ici 2040, et que les énergies renouvelables contribueront pour les deux tiers de cette production. Le coût de réalisation du scénario WAM (*With Additional Measures*) sur la période 2026–2030 est estimé à environ 259 Mds€, dont environ 115 Mds€ d'investissements requis dans le secteur de l'électricité.

La part des énergies renouvelables (EnR) dans la consommation finale d'électricité devrait atteindre (selon le scénario) 51,6–53,2 % en 2030 et 65,6–68,9 % en 2040 (environ 84–92 GWh). Selon le scénario ambitieux WAM, la production de biométhane devrait passer d'environ 1 Md m<sup>3</sup> en 2030 à 3,3 Mds m<sup>3</sup> en 2040.

La mise en service du premier réacteur nucléaire de grande puissance est prévue après 2035, tandis que la capacité installée totale des unités nucléaires devrait atteindre près de 6 GW en 2040, pour ensuite s'élever à environ 9,5 GW (net) après 2040. La stratégie prévoit également la fin de l'exploitation nationale du charbon d'ici 2049 au plus tard. La fin de l'exploitation du lignite est quant à elle prévue pour 2035. Le PNEC considère la sécurité énergétique de la Pologne comme un fondement de la transition énergétique et fixe comme objectif l'atteinte et le maintien durable d'un taux d'indépendance énergétique supérieur à la moyenne de l'Union européenne (qui s'élève à environ 43 %).

Dans le PNEC, le gouvernement polonais exprime son objectif que les investissements dans l'énergie profitent à l'économie nationale. Ainsi le document prévoit un taux de contenu local de 40 % pour la construction des parcs éoliens en mer et de 60 % pour les installations éoliennes terrestres, qui représenteraient respectivement des investissements de 110 Mds PLN (≈ 26 Mds€) et 210 Mds PLN (≈ 49,3 Mds€). Dans le cas de la première centrale nucléaire polonaise, la part des fournisseurs nationaux est souhaitée à 40 % pour le premier réacteur, 45 % pour le deuxième et 50 % pour le troisième.

### Énergie

#### - nucléaire

Les autorités polonaises précisent progressivement les exigences de « *local content* » liées à la construction de la première centrale nucléaire du pays. PEJ a signé un accord-cadre d'environ 15 M PLN (≈ 3,5 M€) portant sur des travaux préparatoires autour du futur site nucléaire, attribué exclusivement à des entreprises de Poméranie. Les travaux concerneront notamment la construction et la modernisation des infrastructures locales, en particulier les routes, les voiries et les aménagements situés à proximité du futur chantier. Le contrat prévoit également des travaux de terrassement, de drainage et d'entretien des cours d'eau, ainsi que diverses opérations de construction générale, incluant les réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité. Cette décision illustre la volonté des autorités polonaises d'associer davantage les entreprises locales au développement du programme nucléaire et de maximiser les retombées économiques régionales autour du projet de centrale nucléaire en Poméranie.

Plus d'informations : [dziennikbaltycki.pl](http://dziennikbaltycki.pl)

#### - hydrogène

Le développement du secteur de l'hydrogène ainsi que les possibilités de coopération entre la Pologne et l'Australie dans ce domaine ont fait l'objet d'une réunion avec une délégation australienne, tenue le 14 mai au siège du ministère du Climat et de l'Environnement. Le vice-

ministre Krzysztof Bolesła a souligné l'importance de l'hydrogène dans le processus de transition énergétique ainsi que le rôle de la coopération internationale dans la construction d'un marché compétitif.

*Plus d'informations :* [Portal Gov.pl](https://portal.gov.pl)

ORLEN a lancé la construction d'un hub hydrogène à Szczecin. Celui-ci permettra de produire jusqu'à 90 kg d'hydrogène de qualité automobile par heure. L'investissement, d'une valeur de 75 M PLN (≈17,6 M€), constituera un élément important du développement des infrastructures du groupe dédiées au transport zéro émission et à l'économie de l'hydrogène en Pologne. L'entreprise polonaise *Torpol Oil & Gas* a été désignée comme maître d'œuvre du projet. Le hub de Szczecin sera réalisé dans le cadre de la troisième phase du programme « *Clean Cities – Hydrogen Mobility in Poland* », qui soutient le développement du transport à faibles et zéro émissions en Pologne ainsi que la mise en place d'infrastructures pour les carburants alternatifs. Pour sa mise en œuvre, ORLEN a obtenu une subvention de 62 M€ de l'Union européenne.

*Plus d'informations :* [orlen.pl](https://orlen.pl)

Début juin, la septième station publique de ravitaillement en hydrogène d'ORLEN en Pologne a été mise en service à Gdynia. Elle est destinée aux voitures particulières, aux autobus et aux poids lourds. D'autres stations sont prévues, notamment à proximité du port de Gdańsk. L'énergie issue de l'éolien en mer jouera un rôle essentiel dans la production d'hydrogène à l'échelle de l'ensemble du groupe ORLEN. Celui-ci dispose déjà de stations publiques de ravitaillement en hydrogène à Poznań, Katowice, Wałbrzych, Włocławek, Piła et Płock, ainsi qu'en République tchèque, à Prague et à Litvínov.

*Plus d'informations :* [ZielonaGospodarka.pl](https://zielonagospodarka.pl)

### - renouvelables

Le groupe japonais Daikin a inauguré à Ksawerów, près de Łódź, sa plus grande usine de pompes à chaleur en Europe. Le site sera spécialisé dans la production de pompes à chaleur destinées principalement au marché européen, aussi bien pour les bâtiments résidentiels que commerciaux. À pleine capacité, l'usine devrait produire entre 800 000 et 900 000 unités par an. Ce nouvel investissement confirme l'importance croissante de la Pologne dans la chaîne industrielle européenne des technologies de chauffage bas carbone et répond à la forte demande liée à la transition énergétique et à l'électrification du chauffage en Europe.

*Plus d'informations :* [gov.pl](https://gov.pl)

La ville de Łódź a annoncé la construction d'une nouvelle installation de production de biométhane sur le site de la station d'épuration collective de Lublinek, dans le cadre d'un partenariat entre la municipalité, ZWiK et Veolia Energia Polska. Le projet prévoit la valorisation des boues d'épuration et des déchets organiques afin de produire du biogaz, ensuite transformé en biométhane injecté dans le réseau gazier urbain. L'installation permettra également la production d'électricité et de chaleur destinées à alimenter les infrastructures municipales et le réseau énergétique local. Selon les autorités locales, cette infrastructure contribuera à renforcer l'autonomie énergétique de Łódź, à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et à soutenir l'objectif de neutralité climatique de la ville à l'horizon 2050. Le projet inclut aussi la production d'engrais organiques destinés à l'agriculture. Les partenaires soulignent enfin que la future installation utilisera des technologies limitant les nuisances pour les riverains et pourrait bénéficier de financements européens dédiés aux énergies renouvelables.

*Plus d'informations :* [cire.pl](https://cire.pl)

EDF Power Solutions va lancer l'un des plus grands projets de stockage d'électricité en Pologne avec une installation d'une puissance de 50 MW. Le projet, qui sera développé dans le nord du pays, vise à soutenir la stabilité du système électrique polonais dans un contexte de développement rapide des énergies renouvelables, notamment l'éolien et le solaire. Le système de batteries permettra de stocker l'électricité lors des périodes de forte production et de la restituer lorsque la demande augmentera ou lorsque la production renouvelable diminuera. EDF souligne que cette infrastructure contribuera à améliorer la flexibilité du

réseau et la sécurité énergétique du pays. Le projet bénéficie d'un contrat obtenu dans le cadre du marché de capacité polonais et s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à renforcer sa présence dans les solutions de flexibilité et de décarbonation en Europe centrale.

Plus d'informations : [wysokienapiecja.pl](https://www.wysokienapiecja.pl)

### - gaz

En mai, dans le chantier naval sud-coréen *HD Hyundai Heavy Industries*, l'unité de regazéification (FSRU) destinée à la Pologne a été mise à l'eau. Fin 2027, elle arrivera dans la baie de Gdańsk et deviendra le cœur du premier terminal GNL flottant polonais. Cette infrastructure doit permettre de renforcer significativement la sécurité énergétique du pays et d'accroître ses capacités d'importation de gaz naturel liquéfié. Le terminal FSRU, dont la mise en service est prévue en 2028, pourra regazéifier environ 6,1 Mds de m<sup>3</sup> de gaz par an, avec une possibilité d'extension future. Le projet s'inscrit dans la stratégie polonaise de diversification des approvisionnements énergétiques et de réduction de la dépendance au gaz russe. L'opérateur Gaz-System souligne que cette nouvelle infrastructure renforcera le rôle de la Pologne comme point d'entrée régional pour le gaz destiné à l'Europe centrale et orientale, notamment l'Ukraine et les pays voisins. Le chantier mobilise plusieurs partenaires internationaux et comprend également le développement des gazoducs terrestres nécessaires au raccordement du terminal au réseau national.

Plus d'informations : [gospodarkamorska.pl](https://www.gospodarkamorska.pl)

## Environnement

### - politique climatique

Une grande marche du syndicat *NSZZ Solidarność* a traversé les rues de Varsovie le 20 mai afin de protester contre le Green Deal, l'accord UE-Mercosur et la politique migratoire de l'UE. Les participants se sont aussi rassemblés en soutien au projet présidentiel de référendum sur la politique climatique de l'UE, soumis le même jour au vote du Sénat et finalement rejeté. Bien que les organisateurs aient évoqué une grande participation, le nombre de manifestants n'a pas été communiqué aux médias. Les cadres du PiS et de la Confédération ont pris part à la marche.

Plus d'informations : [rp.pl](https://www.rp.pl)

### - eau

Fin mai, le ministère du Climat et de l'Environnement a lancé le programme « Micro-rétention ». Il vise à accroître la capacité de rétention des eaux pluviales autour des maisons individuelles et à contribuer à la protection des ressources locales en eau. Grâce à ce dispositif, chacun peut participer à la gestion de l'eau en retenant les eaux de pluie à son domicile et en les réutilisant au quotidien. Le budget du programme s'élève à 173 M PLN (≈40,6 M€) et est financé dans le cadre du programme « Fonds européens pour les infrastructures, le climat et l'environnement (*FEnIKS*) 2021-2027 ».

L'appel à candidatures débutera le 22 juin 2026, et les subventions couvriront les dépenses éligibles engagées entre le 1er juillet 2024 et le 31 décembre 2027. Le montant maximal de la subvention est fixé à 8 000 PLN (≈1 878 €) par projet. Le financement porte sur les coûts d'achat et d'installation de solutions permettant de collecter les eaux de pluie provenant des toitures, des trottoirs ou des allées, de les stocker dans des réservoirs, de les infiltrer dans le sol et de les réutiliser, notamment pour l'arrosage des jardins.

Plus d'informations : [Portal Gov.pl](https://www.portal.gov.pl)

### - déchets

Fin mai, la première pierre du Centre d'Énergie de Włocławek (CEW) a été posée. Cette nouvelle installation de valorisation thermique des déchets municipaux devrait entrer en service au milieu de l'année 2028 et couvrir l'ensemble des besoins de base du réseau de chauffage urbain de la ville. Le projet est réalisé par un consortium composé de PORR S.A. et de T.M.E. S.p.A. – Termomeccanica Ecologia. L'installation pourra traiter jusqu'à 90 000 t de déchets non recyclables par an et produire environ 700 000 GJ de chaleur.

Plus d'informations : [cire.pl](https://www.cire.pl)

## - impacts du changement climatique

Au début du mois de mai, les pompiers ont lutté contre un important incendie dans la forêt « Puszcza Solska », dans la région de Lublin. L'incendie a touché 300 ha, répartis sur 1000 ha de terrain. Selon les experts du changement climatique de l'Académie polonaise des sciences (PAN), le risque d'incendies similaires dans d'autres régions restait élevé en raison d'un printemps extrêmement sec. La sécheresse a également affecté l'agriculture : de nombreux agriculteurs ont renoncé à une partie de leurs cultures, en particulier celles présentant un risque élevé de pertes. De plus, la saison agricole a été raccourcie par la vague de froid du mois d'avril. Les horticulteurs ont subi d'importantes pertes et espèrent obtenir des aides européennes.

Plus d'informations : [tvpworld.com](http://tvpworld.com)

## Transport

### - mobilité durable

Le gouvernement polonais communique que le 13 mai, la société publique ElectroMobility Poland (EMP), chargée de développer un projet de co-entreprise industrielle autour de la « voiture électrique polonaise », a signé un accord avec le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW), en présence du ministre des Actifs publics, Wojciech Balczun et de la ministre de l'Environnement et du Climat, Paulina Hennig-Kloska. Cet accord permet d'octroyer au projet 4,5 Mds PLN (1,054 Md€) provenant du Plan National de Relance et de Résilience (PNRR). Alors que le début de la production est prévu pour 2029, la construction de l'usine à Jaworzno (Silésie) doit commencer l'année prochaine. Celle-ci devrait embaucher au départ entre 1 200 et 1 300 personnes, pour atteindre jusqu'à 3 000 employés en 2031. L'objectif initial de production est de 100 000 véhicules par an. Le projet de « voiture électrique polonaise » est développé en coopération avec la société taïwanaise Foxconn, ses ventes seront surtout destinées au marché européen.

Plus d'informations : [Portal.Gov.pl](http://Portal.Gov.pl)

### - ferroviaire

Début juin, conformément aux annonces faites au sein du groupe Centralny Port Komunikacyjny (CPK), la société de matériel roulant Port Polska KDP a été créée. Dans un premier temps, elle sera chargée de l'acquisition de trains de voyageurs destinés aux liaisons longue distance à grande vitesse ainsi qu'aux services Aero Express et Regio Express. Le matériel roulant acquis sera ensuite loué aux opérateurs ferroviaires qui assureront notamment les liaisons entre Varsovie, Łódź et le nouvel aéroport. La société prévoit de lancer dès cette année les appels d'offres pour l'achat des trains dans ces deux catégories.

La société a déjà publié une demande d'informations (Request for Information – RFI) en vue du dialogue informatif et technique prévu pour l'acquisition du matériel roulant. CPK prévoit d'acheter 40 rames pouvant atteindre une vitesse d'au moins 320 km/h et, en incluant l'option prévue au contrat, jusqu'à 60 unités, assorties d'un contrat de maintenance d'une durée de 30 ans. Les réponses à la RFI doivent être transmises à Port Polska KDP au plus tard le 26 juin.

Plus d'informations : [portpolska.pl](http://portpolska.pl), [rynek-kolejowy.pl](http://rynek-kolejowy.pl)

L'année 2025 a été une année record pour PKP Intercity avec plus de 89 M de passagers, un nombre en constante augmentation. En 2025, l'entreprise a enregistré une croissance de 13 % par rapport à 2024 et de 31 % par rapport à 2023. Selon les prévisions, ce nombre continuera de croître de manière régulière. Pour 2026, l'opérateur pourrait atteindre 96 M de passagers.

Plus d'informations : [businessinsider.com.pl](http://businessinsider.com.pl)

### - aérien

Le 22 mai, un jury fédéral américain a blanchi Boeing dans une affaire civile intentée par LOT Polish Airlines. La compagnie réclamait au moins 153 M USD de dommages et intérêts en raison de l'immobilisation prolongée de ses 737 MAX-8 après les crashes de Lion Air et d'Ethiopian Airlines. Le procès, qui s'est tenu devant un tribunal fédéral de Seattle, où se trouve le siège de Boeing, portait sur les pertes financières subies par LOT à la suite de la mise au sol mondiale

de ces appareils pendant près de 20 mois, entre mars 2019 et novembre 2020. La compagnie accusait Boeing de fraude, lui reprochant d'avoir dissimulé des informations relatives au système de contrôle de vol MCAS lors de la signature du contrat de location en 2016.

Plus d'informations : [businessinsider.com.pl](https://www.businessinsider.com.pl)

## HONGRIE

### Nominations

Le nouveau gouvernement hongrois, dirigé par Péter Magyar, est entré en fonction le 9 mai, avant la prestation de serment officielle des ministres le 12 mai. Le portefeuille de l'économie et de l'énergie a été confié à István Kapitány, ancien cadre dirigeant de Shell, avec pour priorité d'assurer la sécurité d'approvisionnement et de favoriser la transition énergétique. Le ministère des Transports et des Investissements revient à Dávid Vitézy, spécialiste des politiques de mobilité, chargé de la modernisation du rail et des infrastructures logistiques. Le ministère de l'Environnement est dirigé par László Gajdos, avec un mandat centré sur le contrôle des grands projets industriels et la protection des ressources naturelles.

### Fonds européens

Fin mai, la Hongrie et la Commission européenne ont conclu un accord politique permettant le déblocage d'environ 16,4 Mds€ de fonds européens jusque-là suspendus. L'accord intervient après validation de plusieurs engagements liés à l'État de droit, à la transparence des marchés publics et au renforcement des mécanismes de contrôle des dépenses.

Les autorités hongroises indiquent que ces financements seront principalement orientés vers les infrastructures de transport, la modernisation des réseaux électriques et le soutien à la compétitivité industrielle, avec une attention particulière aux projets régionaux et à la réduction des contraintes logistiques.

Plus d'informations : [Portfolio](#)

### Énergie

#### - électricité

Le groupe E.On a achevé un vaste programme de modernisation de son réseau électrique de distribution. Le programme a permis la rénovation ou la construction de plus de 1 800 km de réseaux, la modernisation de plus de 2 800 transformateurs et la mise en service de six nouveaux postes électriques. Ces investissements, d'un montant de 114,9 Mds HUF, financés en partie par les fonds européens, devraient réduire la fréquence et la durée des coupures d'électricité grâce à une meilleure détection des pannes. Le projet vise également à faciliter l'intégration des énergies renouvelables, notamment du solaire résidentiel, en créant plus de 1 000 MW de capacité supplémentaire de raccordement.

Plus d'informations : [tozsdeforum](#)

Merital Vagyonkezelő a mis en service un nouveau système de stockage d'électricité d'une capacité de 3 MW à Baja (sud du pays). Le projet a coûté environ 550 M HUF (1,55 M€) dont 202,5 M HUF (0,6 M€) de fonds européens (RFF) non remboursables.

Plus d'informations : [CEEnergy](#)

#### - gaz

L'Autorité hongroise de régulation de l'énergie et des services publics (MEKH) a infligé une amende de 350 M HUF (≈1 M€) à Hungaro Energy Kft. pour violation de l'interdiction de manipulation du marché de gaz en vertu de REMIT (Regulation on Wholesale Energy Market Integrity and Transparency).

Plus d'informations : [MEKH](#)

#### - énergies renouvelables

Le groupe MOL développe un projet d'expansion de sa centrale de biogaz de Szarvas en Hongrie avec l'ajout d'une unité de production de biométhane. Cette unité permettra d'injecter du gaz renouvelable directement dans le réseau gazier national. La production

annuelle attendue est d'environ 7 M m<sup>3</sup> de biométhane, équivalente à la consommation de plusieurs milliers de foyers. Il s'agit du premier site de biométhane du groupe MOL en Hongrie.

*Plus d'informations : [CEEnergy](#)*

## Environnement

En mai 2026, plusieurs enquêtes environnementales ont été ouvertes autour des projets d'usines de batteries de BYD à Szeged et de CATL à Debrecen, ravivant les critiques sur le modèle de développement des « gigafactories » en Hongrie. À Szeged, une procédure a été lancée contre BYD après des soupçons de non-respect des obligations prévues par son permis environnemental, notamment concernant la gestion de terres potentiellement contaminées. Le ministre de l'Environnement, Lajos Gajdos, a publiquement accusé BYD de violations graves et demandé l'arrêt immédiat de toute activité susceptible de causer des dommages environnementaux.

*Plus d'informations : [Nepszava](#)*

Un incident s'est produit le 22 mai sur le site pétrochimique de MOL à Tiszaújváros, en Hongrie. Une explosion liée à une conduite contenant des hydrocarbures a eu lieu lors du redémarrage de l'unité Olefin-1. L'accident a fait un mort et neuf blessés, dont plusieurs ont été hospitalisés pour brûlures.

*Plus d'informations : [CEEnergy](#)*

## Transport

### - ferroviaire

Face à l'afflux estival de voyageurs vers le lac Balaton, la compagnie ferroviaire hongroise MÁV a décidé de louer dix voitures InterCity auprès des chemins de fer autrichiens ÖBB. Cette mesure vise à renforcer les capacités sur l'axe Budapest-Balaton pendant la haute saison touristique de l'été 2026. Selon le gouvernement, MÁV ne dispose pas d'un nombre suffisant de voitures longues distances opérationnelles en raison du retard accumulé dans la maintenance et le renouvellement du matériel roulant.

*Plus d'informations : [Xpatloop](#)*

La MÁV a débuté des travaux d'entretien sur la voie de 17 km entre Miskolc et Nyíregyháza (nord-est du pays). Ces travaux sont prévus pour trois mois et estimés à 3,2 Mds HUF (9 M€). Ce projet vise à améliorer l'état de la voie (dont les catenaires), augmenter les vitesses de circulation et moderniser quatre passages à niveau.

*Plus d'informations : [Portfolio](#)*

# TCHÉQUIE

## Fonds européens

Selon la Commission européenne, la Tchéquie a déjà absorbé 77% du total de 8,75 Md€ des fonds alloués pour son Plan National de Relance et de Résilience (PNRR). La sixième demande de paiement au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience pour un montant d'environ 900 M€ est actuellement examinée par la Commission et la dernière demande (7<sup>ème</sup>), attendue pour un montant estimé également à 1 Md€, devrait être soumise en septembre.

*Plus d'informations : [UPDATE EU](#), [SEZNAM](#)*

## Transports

### - ferroviaire

L'initiative du ministre tchèque des Transports, Ivan Bednárík, appelant à un renforcement des financements européens en faveur des infrastructures ferroviaires et à la mise en place de mesures d'urgence pour soutenir la compétitivité du fret ferroviaire (dont la part dans le transport total de marchandises au sein de l'UE est tombée à 16%), a reçu un large soutien de 12 Etats membres et de six associations européennes majeures du secteur ferroviaire (CER, UNIFE, ERFA, ...). Les priorités de cette initiative incluent les investissements ciblés dans les infrastructures de fret et les terminaux multimodaux du réseau RTE-T dans le cadre du

prochain CFP (Cadre Financier Pluriannuel européen), l'amélioration de la gestion des capacités priorisant les services ferroviaires de fret international.

*Plus d'informations :* [md.gov.cz](http://md.gov.cz)

Le gestionnaire Správa železnic a lancé un appel d'offres relatif au tronçon Prague Běchovice-Světlá n. Sázavou sur la future ligne à grande vitesse Prague-Brno. D'une valeur estimée à 370 M CZK (~15 M€), il porte sur la préparation du plan de projet, de la documentation de l'étude d'impact sur l'environnement et du permis de construction. Les conditions du cahier des charges exigent une autorisation tchèque de la Chambre tchèque des ingénieurs et techniciens agréés (ČKAIT) et la connaissance de la langue tchèque par les ingénieurs. Par le passé des conditions similaires ont déjà rendu impossible la participation des géants étrangers du design aux appels d'offres, ceux-ci ne souhaitant pas s'associer à des entreprises locales sans expérience dans ce domaine.

*Plus d'informations :* [ZDOPRAVY](#)

Selon le rapport des députés du Bundestag allemand, qui ont récemment approuvé le projet tchéco-allemand du tunnel transfrontalier sous les monts Métallifères de 30 km, le plus long d'Europe centrale sur la future ligne à grande vitesse Dresde-Prague-Vienne, le coût du tunnel est estimé entre 5,6 et 8 Mds€ côté allemand (61% du coût total), le reste étant à la charge de la Tchéquie. Les deux pays comptent sur un financement européen encore en discussion (pour les projets stratégiques transfrontaliers, le cofinancement peut atteindre jusqu'à 80 % des coûts éligibles). Ce chantier stratégique, dont les travaux devraient débiter en 2032 pour une mise en service prévue en 2044, permettra d'effectuer le trajet Prague-Dresde en une heure et Prague-Berlin en 2,30 h. Le tunnel sera destiné à la fois aux trains de voyageurs et au fret.

*Plus d'informations :* [CT24](#)

Le gestionnaire ferroviaire Správa železnic a considérablement revu ses plans d'électrification des voies et de déploiement de l'ETCS (European Train Control System). D'ici 2033, 590 km de voies seront électrifiés contre 2 000 km initialement prévus. Sur ce total, 235 km nécessiteront une rénovation et 355 km supplémentaires seront équipés de caténaires sans interventions majeures sur le tracé de la voie. Ainsi 40 % du réseau sera électrifié contre un tiers à présent. S'agissant du système de signalisation ETCS, la priorité sera donnée à la mise en place d'un fonctionnement exclusif sur les principaux corridors du réseau RTE-T (90% du trafic ferroviaire en Tchéquie). Sur les lignes secondaires, le plan prévoit des dispositifs de sécurité plus simples (dispositif d'arrêt des trains, connu localement sous le nom d'ETCS PZV, compatible avec l'équipement embarqué ETCS standard).

*Plus d'informations :* [article HN](#)

## - routier

Le ministère des Transports a lancé un appel d'offres relatif au conseiller en transaction pour le projet PPP portant sur le tronçon de 37,4 km de l'autoroute D55 (entre Bzenec et Břeclav en Moravie, axe Olomouc-Vienne). Le conseiller sera chargé de fournir une assistance en matière juridique, financière, économique et technique pour : (i) la préparation du cahier des charges de l'appel d'offres, (ii) l'élaboration du contrat de concession et (iii) la sélection du concessionnaire. Les offres doivent être soumises d'ici le 2 juillet.

*Plus d'informations :* [ZDOPRAVY](#)

Le ministère des Transports a annoncé la mise en place à partir de décembre 2032 d'un nouveau système de péage basé sur les nouvelles technologies. Les transporteurs auront alors le choix entre continuer à utiliser les unités embarquées classiques ou passer aux applications mobiles et au service européen de péage interopérable. Ce nouveau système devrait permettre à l'Etat d'économiser 19,5 M€ par an. Un appel d'offres sera prochainement lancé pour l'exploitation du système existant pour la période transitoire de trois ans (2029-2032), le contrat actuel expirant en 2029.

*Plus d'informations :* [ZDOPRAVY](#)

## - aérien

L'aéroport de Prague a enregistré au titre de l'exercice 2025 un bénéfice net de 3,2 Mds CZK (≈130 M€) et versera un cinquième, soit 640 M CZK (≈26 M€) en dividende à son actionnaire, le ministère des Finances. Le reste du bénéfice (104,2 M€) restera à disposition de l'aéroport pour financer les travaux de modernisation et de développement. En 2025, le ministère des Finances a demandé 81% du bénéfice net de l'aéroport pour les besoins du budget d'Etat.

Plus d'informations : [ZDOPRAVY](#)

Les liaisons aériennes entre Prague et le Moyen-Orient se stabilisent progressivement après les perturbations liées au conflit dans la région. Les vols depuis l'aéroport Václav Havel vers Dubaï, Abou Dhabi et Tel Aviv ont déjà repris, et d'autres destinations comme Doha et Charjah doivent être rétablies dans le courant du mois de juin. Si le trafic n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise, selon la direction de l'aéroport de Prague, l'impact global reste limité et le nombre de voyageurs est même en hausse sur un an.

Plus d'informations : [SEZNAM](#)

Après six années d'interruption, la compagnie American Airlines a renouvelé sa ligne directe quotidienne reliant Philadelphia à Prague opérée avec un Boeing 787-8 Dreamliner. Il s'agit de la deuxième ligne directe vers les Etats-Unis, après la liaison avec New York opérée par la compagnie Delta, dans l'offre de l'aéroport de Prague.

Plus d'informations : [NOVINKY](#)

## - urbain

Alstom et un consortium réunissant Siemens Mobility et Škoda Transportation ont satisfait aux critères de qualification et poursuivront la phase de négociation jusqu'à mi-2027 avant de soumettre leurs offres finales dans le cadre de l'appel d'offres pour l'automatisation de la ligne métro C et la livraison des rames automatiques pour la future ligne de métro D (3,4 Mds€).

Plus d'informations : [ZDOPRAVY](#)

## - électromobilité

Les immatriculations de nouveaux véhicules électriques à batterie ont augmenté entre janvier et mai 2026 de 17% en g.a. à 6 479, soit 6,3 % de nouvelles immatriculations. Sur la même période près de 5 617 véhicules 100% électrifiés d'occasion ont été importés en Tchéquie, en hausse de 80% en g.a. Ils représentent désormais 8,6 % des voitures d'occasion importées. Au total, la Tchéquie compte près de 69 000 véhicules électriques en circulation. Les modèles les plus vendus sur le marché tchèque sont la Škoda Enyaq, la Škoda Elroq et la Tesla Model Y. Le chinois BYD se trouve dans le TOP 10.

Plus d'informations : [EKOLIST](#)

## Energie

### - nucléaire

La Commission européenne a décidé de clore l'examen préliminaire menée au titre du règlement sur les subventions étrangères portant atteinte au marché intérieur et de ne pas ouvrir d'enquête approfondie concernant l'extension de la centrale nucléaire de Dukovany par le sud-coréen KHNP. Selon la Commission européenne, l'attribution du marché pour la construction de deux nouveaux réacteurs n'a pas enfreint les règles de l'UE.

La Commission a toutefois émis plusieurs réserves préliminaires sur le modèle tchèque d'aide à la construction de ces nouveaux réacteurs. Celui-ci pourrait transférer, selon la Commission, les risques de l'investisseur vers l'État de manière trop significative. Le modèle proposé combine trois volets (i) le prêt sans intérêts (« *repayable financial assistance* ») d'un volume estimé entre 23 et 30 Mds€, (ii) le contrat pour différence (« *capability-based CfD* »), censé garantir des revenus stables pour la centrale pendant 40 ans et (iii) la protection contre les changements législatifs et réglementaires ainsi que d'autres impacts négatifs susceptibles de perturber l'économie du projet. Par ailleurs, la Tchéquie n'a pas fourni suffisamment de détails

pour permettre de déterminer la compatibilité de l'aide avec le marché intérieur. Les principaux doutes portent sur l'adéquation, la proportionnalité et les effets sur la concurrence.

*Plus d'informations : [E15, OENERGETICE](#)*

L'électricien ČEZ envisage de porter la durée d'exploitation de ses réacteurs nucléaires existants jusqu'à 80 ans, à Dukovany (4 réacteurs VVER-440 mis en service entre 1985 et 1987) comme à Temelín (2 unités VVER-1000 plus récentes). Les analyses économiques et de sécurité menées par l'énergéticien concluent que la poursuite d'exploitation sur des horizons très longs est envisageable. Cet objectif tchèque ne remet pas en cause la construction déjà engagée de nouveaux réacteurs dans le pays.

*Plus d'informations : [ČEZ](#)*

L'Agence de gestion des déchets radioactifs (SÚRAO) a annoncé le lancement des premiers travaux de prospection géologique dans les quatre sites envisagés pour accueillir le site de stockage souterrain du combustible nucléaire usé (à Janoch, commune près de la centrale nucléaire de Temelín, en Bohême du Sud, à Březový potok dans les environs de Klatovy en Bohême de l'Ouest, puis à Horka et à Hrádek dans la région de Vysočina). L'ensemble des recours déposés par ces communes pour s'opposer à l'autorisation des travaux de prospection géologique ont été rejetés par la justice. La décision finale de l'emplacement devrait être prise en 2030.

*Plus d'informations : [OENERGETICE](#)*

La société Framatome et l'Institut de recherches nucléaires ÚJV Řež ont signé le 12 mai un accord de coopération technique sur le développement de nouvelles méthodes facilitant l'exploitation du réacteur de recherche tchèque LVR-15 avec différents types de combustibles. Un groupe de travail conjoint sera mis en place pour conduire les travaux préparatoires, notamment le développement de modèles de calcul neutronique s'appuyant sur le retour d'expérience opérationnel de ce réacteur de recherche. Les partenaires définiront conjointement les approches d'ingénierie et les analyses nécessaires aux études de cœurs mixtes et aux scénarios d'optimisation futurs.

*Plus d'informations : [ujv.cz](#)*

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Karel Havlíček, a déclaré que la région de Moravie-Silésie pourrait accueillir le premier SMR en Tchéquie. La localité de Dětmarovice à proximité de la frontière avec la Pologne où une centrale à charbon de ČEZ était exploitée jusqu'à récemment, serait envisagée. L'électricien ČEZ prévoit de construire d'ici 2050 des SMR d'une performance globale de 3 gigawatts et coopère sur leur développement avec Rolls Royce.

*Plus d'informations : [Radio Prague International](#)*

Selon un sondage de ČEZ, le soutien de la population tchèque à l'énergie nucléaire connaît une dynamique positive record dans le contexte des tensions géopolitiques. Environ 85 % des Tchèques jugent positif son développement comme son utilisation et considèrent la combinaison du nucléaire avec des énergies renouvelables comme la solution énergétique la plus adaptée pour la Tchéquie. Le soutien de la population augmente également dans les régions traditionnellement industrielles et charbonnières.

*Plus d'informations : [OENERGETICE](#)*

### **- photovoltaïque**

Le solaire résidentiel, bien qu'en croissance, se heurte aux limites du réseau de transmission. Lors des 12 derniers mois, les distributeurs d'électricité ont rejeté plus de 30 % des demandes de raccordement d'installations photovoltaïques individuelles permettant de transmettre la production excédentaire au réseau. Le renforcement du réseau est freiné par des processus d'autorisation trop longs et des coûts élevés.

*Plus d'informations : [SEZNAM](#)*

### **- électricité**

L'assemblée générale de l'énergéticien ČEZ du 1<sup>er</sup> juin a approuvé la création d'une nouvelle filiale, DSZS, qui regroupera dès le premier trimestre 2027 les entreprises du groupe

spécialisées dans la vente et la distribution d'électricité et de gaz (partie dite « non productive ») : ČEZ Distribuce, Czech Gas Networks (anciennement GasNet), la filiale commerciale ČEZ Prodej et la filiale énergie vertes ČEZ ESCO. Le groupe conservera une participation de 51 % dans sa nouvelle filiale, les 49 % restants (estimés à 200 Mds CZK, soit 8,1 Mds€) seront vendus à des investisseurs privés, les revenus de cette vente devant financer le rachat par l'Etat des parts des actionnaires minoritaires de ČEZ (entre 200 et 250 Mds CZK, ≈8,3 - 10,3 Mds€). La scission de ČEZ, qui regroupe plusieurs dizaines d'entreprises en étant le 2<sup>ème</sup> employeur du pays, constitue la première étape vers la nationalisation de la société prévue par le gouvernement au plus tard en 2029.

Plus d'informations : [SEZNAM](#)

En mai, l'énergéticien ČEZ a émis ses premières obligations vertes (European Green Bonds) pour un montant de 750 M€ au taux d'intérêt de 4,375 % pour une échéance en 2034 et destinées à financer exclusivement des projets d'énergie durable, excluant tout actif lié aux combustibles fossiles.

Plus d'informations : [OENERGETICE](#)

## Environnement-climat

La Tchéquie est le seul état membre de l'UE à n'avoir pas soutenu la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur la responsabilité climatique. La résolution a réitéré l'avis rendu en 2025 par la Cour internationale de justice (CIJ), selon lequel les États sont juridiquement responsables en cas de manquement à leurs engagements climatiques. La Tchéquie et 27 autres Etats, notamment d'importants producteurs de pétrole, se sont abstenus lors du vote. Le ministère des affaires étrangères a déclaré que la position tchèque correspond à la déclaration du programme gouvernemental : « *La politique climatique sera pragmatique, fondée sur les connaissances scientifiques et le respect des droits de propriété. Elle ne doit pas devenir un instrument de bureaucratie ou de restriction des libertés. Nous considérons les nouveaux objectifs climatiques (européens) comme irréalistes et économiquement destructeurs* ».

Plus d'informations : [SEZNAM](#)

La Tchéquie a obtenu le soutien de la Hongrie et de l'Italie dans ses efforts pour protéger l'industrie lourde des coûts liés aux émissions de carbone industrielles. Le ministre tchèque de l'Industrie Karel Havlíček (ANO) a indiqué à Bruxelles qu'une coalition d'une dizaine de pays se dessinait désormais pour défendre les secteurs comme la sidérurgie, la chimie, le verre ou le ciment. La Tchéquie réclame notamment le maintien du système actuel de quotas gratuits d'émissions dans le cadre du marché carbone européen ETS.

Plus d'informations : [mpo.gov.cz](#)

L'amendement du Code pénal, approuvé le 18 mai par le conseil des ministres, prévoit des sanctions plus élevées pour les violations environnementales, jusqu'à dix ans de prison. L'amendement introduit de nouveaux crimes environnementaux comme la punition des « écocides » - les formes les plus graves de catastrophes environnementales. La destruction délibérée, les dommages permanents aux terres, à l'eau, à l'air ou aux écosystèmes, à une échelle significative, sur une grande superficie ou avec des coûts importants de réparation peuvent entraîner une peine jusqu'à 8 ans de prison. En cas de manquement à un devoir important découlant d'une profession ou d'une fonction, en cas d'obtention d'un avantage important ou d'atteinte grave à la santé d'au moins deux personnes ou de décès, le taux de la peine se situera entre 3 et 10 ans.

Plus d'informations : [CESKA JUSTICE](#)

### - déchets

En 2025, chaque Tchèque a trié en moyenne 90,5 kg de déchets, soit 2,3 kg de plus par rapport à 2024. 75 % de la population trie régulièrement ses déchets. Sur le total de 1,3 Mt d'emballages utilisées, 78 % ont été soit recyclées et 11 % incinérées. Chaque résident a trié en moyenne 32 kg de métaux, 24 kg de papier, 18 kg de plastiques, 14 kg de verre et moins d'un demi-kilo de cartons de boissons.

Plus d'informations : [Association des villes et des communes](#)

# SLOVAQUIE

## Énergie

### - nucléaire

Le 22 mai, le quatrième réacteur nucléaire en construction à Mochovce (puissance installée initiale de 471 MWe) a reçu l'autorisation de mise en service de la part de l'Autorité de surveillance nucléaire. Tout d'abord, le combustible nucléaire peut être chargé dans le réacteur et une série de tests sera déclenchée, dont celle de 144 h d'opération en pleine puissance. Si les tests sont réussis, l'Autorité délivrera l'autorisation pour une opération d'essai et, par la suite, pour l'opération à plein régime. Cette procédure prendra encore plusieurs mois.

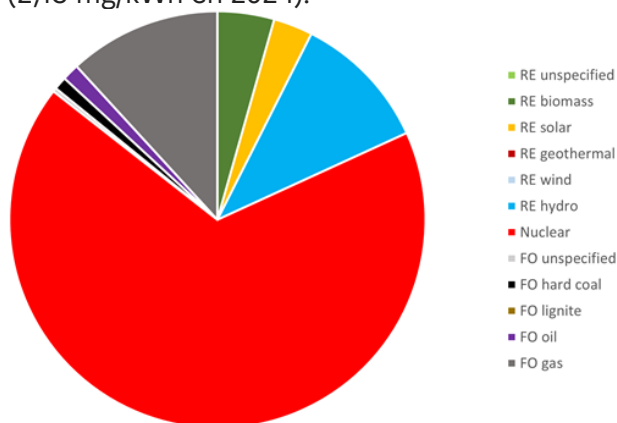
Fin mai, le démantèlement de la centrale nucléaire V1 (deux réacteurs) à Jaslovské Bohunice a entamé sa dernière étape. Depuis l'arrêt du premier réacteur (2006) jusqu'à la fin de l'année 2025, le projet de démantèlement a coûté 891 M€, dont 517 M€ alloués par la Commission européenne. La société publique chargée du démantèlement, Javys, a réussi la décontamination et la fragmentation des plus grands éléments du réacteur, tels que les cuves de pression, les pompes et les générateurs de vapeur. Cette étape technologiquement difficile de démontage sera suivie par la démolition des bâtiments. Javys se félicite d'avoir gagné une expertise et un savoir-faire précieux en matière de démantèlement, utiles à d'autres opérateurs nucléaires dans le monde.

Le 10 juin, le gouvernement a accordé un nouveau délai à la vice-Première ministre et ministre de l'Economie, Denisa Sakova, pour assurer l'acquisition par l'Etat de 100 % du capital de la société Jadrová energetická spoločnosť (JESS). En effet, d'après la résolution du gouvernement du septembre 2025, elle devait finaliser cette acquisition d'ici avril 2026. Le nouveau délai est le 10 juillet 2026. Pour mémoire, la société JESS a été fondée, le 31 décembre 2009, en tant que joint-venture entre la société slovaque publique chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires, Javys (51 %) et le principal électricien tchèque ČEZ (49 %). JESS est chargée du projet de nouvelle centrale nucléaire de grande puissance en Slovaquie.

### - électricité

Selon les données du gestionnaire public du réseau électrique, SEPS, en 2025, la production d'électricité a atteint 29 840 GWh, en baisse de 1,6 % par rapport à l'année 2024, tandis que la consommation s'est établie à 27 498 GWh, en légère augmentation de 0,5 %. Le solde, positif depuis 2023, était de 2 342 GWh.

D'après l'opérateur public du marché d'électricité de court terme, OKTE, la part du nucléaire dans le mix de production d'électricité a atteint 67,4 % en 2025, après 60,8 % en 2024. La part du gaz était de 11,8 %, suivie par les centrales hydroélectrique (10,7 %), la biomasse (4,4 %) et les centrales photovoltaïques (3,1 %). Les émissions de carbone, lors de la production d'électricité, se sont établies à 87,04 gCO<sub>2</sub>/kWh en 2025 (99,13 gCO<sub>2</sub>/kWh en 2024) et les déchets radioactifs à 2,36 mg/kWh en 2025 (2,13 mg/kWh en 2024).



Plus d'informations : [okte.sk](http://okte.sk)

Pour la cinquième année consécutive, Slovenske elektrarne, principal électricien du pays, a maintenu sa position parmi les leaders climatiques européens dans le classement du Financial Times. Slovenske elektrarne est la seule société slovaque qui figure dans cette liste et elle se positionne parmi les dix meilleurs producteurs d'électricité en Europe. Selon le Financial Times, elle appartient aux sociétés énergétiques qui procèdent à une décarbonation la plus rapide : pendant les années 2019-2024, les émissions ont baissé de plus de 91 %. Ainsi, Slovenske elektrarne occupe la 83<sup>ème</sup> place parmi les 600 sociétés évaluées.

Plus d'informations : [seas.pk](https://seas.pk)

En 2025, Slovenske elektrarne a amélioré sa rentabilité. Le chiffre d'affaires s'est établi à 3,8 Mds€, en légère hausse de 0,8 %. Le profit a atteint 979 M€, en forte progression de 20,1 %. Selon Slovenske elektrarne, cette hausse vient principalement du refinancement des crédits bancaires par des nouveaux crédits plus avantageux d'un montant total de 3,6 Mds€. Cette opération financière a diminué la charge des taux d'intérêt. En outre, Slovenske elektrarne souligne qu'en 2025, les charges financières ont considérablement baissé grâce à la diminution de l'endettement net de 670 M€, pour atteindre un nouveau volume de 2,5 Mds€.

En 2025, la société publique chargée du réseau de transmission d'électricité, SEPS, a réalisé un CA de 476,2 M€, en baisse de 20 % tandis que les coûts ont atteint 420,3 M€, en baisse de 19,3 %. Le profit s'est établi à 55,8 M€, en diminution de 24 % en glissement annuel. SEPS a maintenu sa rentabilité, malgré la réduction du tarif de transmission d'électricité de 10 %. Par ailleurs, SEPS a réalisé des investissements de 111 M€, en particulier dans le développement des stations électriques et des infrastructures informatiques. L'objectif est d'améliorer la fiabilité des systèmes informatiques, renforcer la résilience cybernétique et assurer le développement des services numériques.

Fin mai, le Fonds environnemental a lancé un appel à projets pour compenser les coûts liés à l'électricité pour les entreprises énergivores. Ce schéma est doté de 35,65 M€ et les intéressés peuvent répondre jusqu'au 20 juillet. Sont notamment éligibles les entreprises métallurgiques, d'aluminium, pétrochimiques, de papier et de cellulose, etc. Pour mémoire, en 2025, le Fonds environnemental a attribué 35,5 M€ à neuf entreprises dont Mondi SCP (papier et cellulose, 12,5 M€), US Steel (11,4 M€), Fortischem (chimie, 4,5 M€) etc.

Plus d'informations : [envirofond.sk](https://envirofond.sk)

### - gaz

En 2025, le chiffre d'affaires de la principale société de gaz, SPP, s'est établi à 2,7 Mds€ après 3,1 Mds€ en 2024. L'entreprise a réalisé un profit de 238 M€, en contraction de 14,7 % en g.a. SPP rappelle que l'année a été marquée par une baisse des prix du gaz et de l'électricité, tant à l'achat des commodités qu'à la vente. SPP rappelle que la société a réussi à diversifier les routes d'approvisionnement de la Slovaquie après l'arrêt du flux du gaz russe sur le territoire ukrainien. La performance de SPP est cruciale pour le budget d'Etat. En effet, selon SPP la contribution au budget, sous forme de taxes et prélèvements, s'est établie à 417,5 M€. Avec les dividendes (279,3 M€), la contribution totale a été de 696,8 M€, soit 2,56 % de toutes les recettes budgétaires.

SPP est en pourparlers avec une trentaine d'entreprises concernant les approvisionnements en gaz à partir de l'automne 2027, date d'entrée en vigueur de l'embargo de l'UE sur les importations de gaz russe. L'année dernière, malgré l'arrêt du transit du gaz russe via l'Ukraine, la Slovaquie a importé 2,6 Mds m<sup>3</sup> de gaz russe, sur une consommation totale d'environ 4,5 Mds m<sup>3</sup>, et 1 Mds m<sup>3</sup> au cours des cinq premiers mois de cette année. SPP prévient que les prix du gaz vont augmenter, car la Russie prend actuellement en charge les frais de transit. Le gaz russe sera remplacé principalement par des approvisionnements en GNL transitant par la Pologne, l'Allemagne et l'Italie.

Plus d'informations : [pravda.sk](https://pravda.sk)

## - renouvelable

Selon l'Association slovaque de l'énergie durable (SAPI), en 2025, 16 000 nouvelles sources photovoltaïques ont été raccordées au réseau, soit 243 MW d'une nouvelle puissance installée dont la moitié concerne les ménages. SAPI estime que 70 000 ménages slovaques utilisent actuellement leur propre énergie solaire, notamment grâce au projet « Ménages au vert ». Au total, les centrales photovoltaïques ont une puissance installée de 1 357 MW (dont 44 % pour les grandes centrales à but commercial, 31 % pour les ménages et 24 % pour les sources locales, c'est-à-dire la consommation propre des entreprises).

## Transport

Le transport de marchandises a connu sa pire performance trimestrielle. Au premier trimestre, il a atteint uniquement 40,8 Mt, en baisse de 9,3 % en glissement annuel, ce qui confirme la baisse observée tout au long de l'année 2025. Le transport routier s'est établi à 29,9 Mt et a reculé de 8,3 %, le transport ferroviaire s'est établi à 8,5 Mt et s'est contracté de 6 %. Enfin, les autres transports (fluvial, aérien) ont atteint 2,3 Mt, en chute de 31,8 %.

Plus d'informations : [datacube.statistics.sk](https://datacube.statistics.sk)

Le transport public s'est établi à 189,2 M de passagers au premier trimestre 2026 et a progressé de 1,8 % en glissement annuel. Le transport routier s'est établi à 167,2 M de passagers (+2,2 %), dont 128,9 M pour le transport public municipal (+2,4 %). Le transport ferroviaire a été fréquenté par 17,7 M de passagers, en diminution de 2,2 %. Enfin, la catégorie « autre transport » (aérien, fluvial, etc.) a compté 4,3 M de passagers, en progression de 3,8 %.

Plus d'informations : [datacube.statistics.sk](https://datacube.statistics.sk)

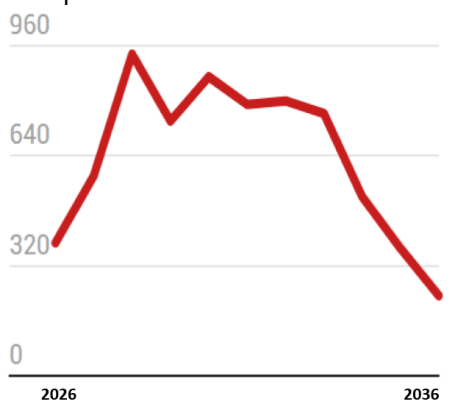
## - routier

Le ministère des Transports a prolongé la date limite pour répondre au dialogue compétitif portant sur la reconstruction de 558 ponts sur les routes nationales, sous forme d'un partenariat public-privé (PPP). Les intéressés peuvent désormais répondre jusqu'au 28 juillet. La valeur estimée de ce marché s'élève à 2,781 Mds€. Pour mémoire, il s'agit d'un contrat de 35 ans, dont 5 ans pour la conception et la reconstruction et 30 ans pour la gestion et la maintenance. Le paiement annuel estimé est de 83,4 M€. Le ministère a également ajusté le cahier des charges.

Plus d'informations : [ted.europa.eu](https://ted.europa.eu)

Depuis 2020, le ministère des Transports publie son calendrier de priorités autoroutières mis à jour tous les ans. Initialement, le ministère avait prévu des investissements annuels de 0,8 % du PIB (environ 800 M€). Or, en 2026, les investissements sont annoncés pour seulement 387 M€ et 600 M€ en 2027. La Slovaquie devrait atteindre son objectif en 2028, avec des investissements de 935 M€, liés aux travaux sur le dernier tronçon manquant sur l'autoroute entre Bratislava et Kosice (deuxième ville du pays située à l'Est). Parmi d'autres priorités figurent, par exemple, les travaux sur le contournement de Kosice ou sur la voie rapide R2 dans le Sud. Les deux grands projets – l'autoroute PPP entre Presov et la frontière avec la Pologne, et le tunnel sous les Petites Carpathes à Bratislava – ne figurent pas dans le tableau principal. Concernant le tunnel qui fait partie du contournement de Bratislava, d'autres documents du dossier indiquent la planification vers 2032 et accusent un nouveau report du projet de trois ans.

Répartition des investissements :



Plus d'informations : [datacrapper.de](https://datacrapper.de)

Le 28 mai 2026, la Société nationale des autoroutes (NDS) a publié dans le *Journal officiel de l'UE* l'annonce sur la poursuite des travaux de construction sur le contournement de Kosice (deuxième ville du pays à l'Est, 225 000 habitants). En septembre 2025, un tronçon de 14 km ayant été ouvert, le nouvel AO concerne un tronçon de 6,8 km d'une valeur estimée à 162,5 M€. La date limite de réception des offres est fixée au 6 août 2026.

Plus d'informations : [ted.europa.eu](https://ted.europa.eu)

## Environnement

En mai, le ministère de l'Environnement a lancé un appel d'offres sur la dépollution des fosses de goudron à Predajna (Slovaquie centrale). Ces fosses proviennent de l'entreposage de matières toxiques issues de la production pétrochimique de *Petrochema* à Dubova dans les années 1960 et 1970. Le projet d'assainissement prévoit l'extraction et la valorisation énergétique de 60 000 m<sup>3</sup> de goudron. La valeur estimée de ce projet s'élève à 54,6 M€ et les intéressés peuvent répondre jusqu'au 30 juin.

Plus d'informations : [ted.europa.eu](https://ted.europa.eu)

La société chargée de la gestion de l'eau en Slovaquie de l'Est, Východoslovenská vodárenská spoločnosť (VVS) a réussi à vendre ses obligations « L'eau chante II ». Le vente des obligations de 3 ans d'une valeur minimale de 1 000€, à un taux de 5 %, s'est réalisée fin mai et a permis d'obtenir 15 M€. Les ressources issues de ces obligations seront utilisées pour la modernisation et une meilleure efficacité énergétique des infrastructures à l'Est du pays, qui souffre du plus important manque de réseau d'eau potable et d'assainissement en Slovaquie. En effet, 300 municipalités ne disposent pas d'un réseau d'eau potable public et 700 municipalités ne possèdent pas de réseau d'assainissement public.

Le 9 juin, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, chargé aussi de la gestion des forêts, a lancé huit appels à projets de 221 M€ dont quatre concernent les forêts : les investissements pour renforcer la rétention de l'eau dans les forêts (27 M€), les projets de dépollution des forêts (25 M€) et l'amélioration de la gestion des forêts en-dessous de 500 ha (10 M€ pour les investissements productifs et 10 M€ pour les investissements non productifs).

Plus d'informations : [mpsr.sk](https://mpsr.sk)

## LITUANIE

### Energie

#### - infrastructures énergétiques

Litgrid, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité lituanien, a mis en œuvre les premières mesures prévues pour accroître la capacité d'échange d'électricité entre la Lituanie et la Pologne. La capacité d'exportation vers la Pologne a atteint 230 MW en juin 2026. L'augmentation de la capacité d'échange d'électricité créera des conditions plus favorables au développement des énergies renouvelables en Lituanie. La capacité d'exportation d'électricité via le LitPol Link pourrait atteindre 365 MW et celle d'importation 200 MW d'ici fin 2026.

Plus d'informations : [enmin.lrv.lt](https://enmin.lrv.lt)

#### - renouvelables

Le port de Klaipeda a ouvert la première station d'hydrogène vert de Lituanie. Le projet, commencé en 2023 a été mené par trois entreprises, Inžinerinė dizainas, MT Group et Gevalda. Les carburants, respectueux de l'environnement, sont produits par un électrolyseur à membrane polymère (PEM). A pleine capacité, environ 127 t d'hydrogène seront produits par an. La station d'hydrogène vert a été en partie financée grâce au Plan National de Relance et de Résilience (PNRR ; 6 des 12 M€ de ce projet). L'Autorité Portuaire de Klaipeda cherche à utiliser ces capacités de production pour ses propres besoins mais aussi pour d'autres industries, notamment les transports routiers et ferroviaires.

Plus d'informations : [sumin.lrv.lt](https://sumin.lrv.lt)

Le gouvernement a approuvé, le 11 juin, le paquet de mesures pour le développement des énergies renouvelables élaboré par le ministère de l'Énergie. Ce plan vise à créer des conditions plus souples pour le développement de projets d'énergies renouvelables, à alléger la charge administrative et à assurer une réglementation plus efficace. Ainsi, il est proposé de pouvoir prolonger une fois la durée des permis de ces projets jusqu'à 48 mois, afin d'accorder plus de temps à leur mise en œuvre.

*Plus d'informations : [enmin.lrv.lt](http://enmin.lrv.lt)*

Depuis le 9 juin, les particuliers ayant installé des panneaux solaires pourront solliciter une aide mise en place par le ministère de l'Énergie, dotée d'un budget de 13 M€. Le vice-ministre de l'Énergie, Airidas Daukšas, a déclaré espérer que d'ici la fin 2026, la Lituanie compterait 200 000 consommateurs-producteurs d'électricité solaire. Le montant de l'aide pour les centrales solaires d'une puissance maximale de 7 kW s'élèvera à 170 €/kW, et à 221 €/kW pour les équipements répondant à des critères supplémentaires. Par exemple, les panneaux solaires ne doivent pas être fabriqués dans un pays tiers qui approvisionne l'Union Européenne à plus de 50%, et le rendement du module solaire doit être supérieur à 23 %.

*Plus d'informations : [enmin.lrv.lt](http://enmin.lrv.lt)*

## Transport

La société italienne Sintagma a remporté les deux appels d'offre émis par LTG Infra, chargée de la mise en œuvre du projet Rail Baltica en Lituanie, portant sur la conception et la supervision des travaux d'infrastructure des gares régionales. La valeur des travaux de conception des infrastructures de la gare de voyageurs de Jonava s'élève à 2,18 M€, et celle de la gare de Panevėžys (Gustoniai), plus grande, à 7,02 M€.

*Plus d'informations : [sumin.lrv.lt](http://sumin.lrv.lt)*

## Logement

### - habitat durable

La Commission européenne a approuvé le plan social pour le climat de la Lituanie. Celui-ci doit mobiliser 884 M€ d'ici 2032 pour rendre les logements trop énergivores plus efficaces sur le plan énergétique, et le chauffage plus abordable. Ce plan doit aider les ménages vulnérables et isolés, et soutenir également les micro-entreprises face à la hausse des coûts énergétiques. Le financement européen de ce plan doit couvrir de 50 à 85 % des coûts de rénovation pour plus de 40 000 ménages et doit augmenter l'offre de logements sociaux grâce à la construction ou la rénovation de logements à haute efficacité énergétique.

*Plus d'informations : [ec.europa.eu](http://ec.europa.eu)*

# LETTONIE

## Nominations

À la suite de la chute de la coalition gouvernementale et de la démission de la Première ministre Evika Siliņa le 11 mai, le nouveau Premier ministre letton Andris Kulbergs (Liste Unie) a présenté la composition de son gouvernement. L'ancien ministre de l'Intérieur Rihards Kozlovskis (Nouvelle Unité) est nommé ministre des Transports, tandis que Jānis Vitenbergs (Alliance nationale) prend la tête du ministère du Climat et de l'Énergie.

## Énergie

Dans le cadre de la réforme menée par le ministère du Climat et de l'Énergie sur les procédures environnementales, le gouvernement letton a approuvé des amendements à la loi sur le marché de l'électricité visant à renforcer l'encadrement des parcs éoliens et des infrastructures de stockage d'énergie. Le texte, qui doit encore être examiné par la Saeima, prévoit l'élaboration de règles fixant des exigences opérationnelles pour les éoliennes de plus de 1 MW (bruit, protection des oiseaux, dispositifs de sécurité, assurance responsabilité civile, etc.) ainsi que des obligations de démantèlement et de remise en état des sites en fin d'exploitation. Le contrôle sera assuré par le Service d'État de l'environnement (VVD), avec

possibilité de suspendre l'exploitation des installations en cas de non-conformité. Les autorités soulignent leur volonté d'accroître la transparence réglementaire et l'implication des communautés locales dans le développement des projets d'énergies renouvelables.

*Plus d'informations : [Ministère du Climat et de l'Énergie](#)*

Le Port de Riga a annoncé un programme d'investissements de plus de 700 M€ pour le développement de la production de technologies éoliennes à Kundziņsala. Celui-ci sera porté par trois investisseurs, Latvijas Atjaunojamās Enerģijas Projekti (Lettonie), Eurostat 5 (Lituanie) et Solidior Power (Finlande), afin de développer dans cette zone industrialo-portuaire située au nord de Riga des capacités de production de technologies éoliennes terrestres et offshore et de leurs composants. Soutenu par 86 M€ de financements publics européens et nationaux, le projet prévoit la création d'infrastructures portuaires et logistiques dédiées sur 76 ha, incluant un quai en eau profonde, des plateformes logistiques, des réseaux techniques, des accès routiers et ferroviaires ainsi que des travaux de renforcement des berges et de dragage. Les autorités lettones entendent ainsi renforcer les chaînes d'approvisionnement européennes dans les technologies vertes et créer environ 2 000 emplois d'ici 2034.

*Plus d'informations : [Freeport of Riga Authority](#)*

La Nordic Investment Bank a accordé un prêt de 60 M€ au groupe Gren, opérateur balte d'infrastructures énergétiques, afin de cofinancer des investissements en Lettonie, en Estonie et en Lituanie. L'accord prévoit une extension possible de 15 M€ supplémentaires destinée à renforcer la résilience énergétique des États baltes. Ce financement sur sept ans soutiendra notamment le développement de réseaux de chauffage et de refroidissement urbains, de capacités de cogénération, de production de chaleur renouvelable ainsi que de systèmes de stockage d'énergie par batteries. Le prêt s'inscrit dans un plan de financement plus large de 1,15 Md€ porté par Gren pour le développement des infrastructures énergétiques baltes.

*Plus d'informations : [NIB](#)*

## Infrastructure

Le 7 mai, l'entreprise lettone Conexus Baltic Grid a annoncé l'achèvement de la modernisation du site de stockage souterrain de gaz d'Inčukalns, pour un montant total de 98,8 M€, dont 44 M€ financés par le mécanisme européen pour l'interconnexion en Europe. Lancé en 2018, le projet vise à accroître la flexibilité et la sécurité d'approvisionnement gazier pour la Lettonie, les États baltes et la Finlande, en permettant des injections et soutirages de gaz plus rapides et adaptés aux fluctuations du marché. La capacité d'injection du stockage a été portée d'environ 17 à 21 M m<sup>3</sup> par jour. La modernisation a également permis de réduire jusqu'à 80 % les émissions d'oxydes d'azote et d'abaisser d'environ 7 % la consommation de gaz naturel des installations, améliorant ainsi l'efficacité énergétique et la conformité environnementale du site.

*Plus d'informations : [Ministère du Climat et de l'Énergie](#)*

## Transport

La Lettonie a approuvé une version révisée de son plan national pour le Fonds social pour le climat 2026-2032 et demande ainsi 463 M€ de financements européens, sur un total de 617 M€, afin de lutter contre la précarité énergétique et de transport dans le cadre de la transition verte. Élaboré par le ministère du Climat et de l'Énergie en concertation avec la Commission européenne, le plan prévoit des aides ciblées pour les ménages vulnérables, notamment pour la rénovation énergétique des logements, le remplacement des systèmes de chauffage fossiles ou l'acquisition de véhicules plus propres, en particulier dans les zones rurales mal desservies par les transports publics. Selon les autorités, près de 40 % des ménages lettons sont exposés à la précarité énergétique, tandis que 37 % de la population vit dans des zones touchées par la précarité de transport. La majorité des financements sera consacrée au secteur du bâtiment (61 %), devant les transports (37 %).

*Plus d'informations : [Ministère du Climat et de l'Énergie](#)*

A l'issue d'un appel d'offres international conclu pour une durée de douze ans, l'aéroport international de Riga a confié la gestion de ses espaces commerciaux à de nouveaux opérateurs internationaux. Ce changement prendra effet à compter de 2027. Le groupe suisse Avolta assurera les activités de duty free et de restauration, le groupe maltais TheMillerGroup exploitera les commerces de proximité sous enseigne WHSmith, tandis que TAV Latvia Operations Services conservera la gestion des salons d'affaires sous la marque Primeclass. Les autorités aéroportuaires soulignent que ces partenariats doivent accompagner l'extension du terminal passagers, renforcer les revenus non aéronautiques de l'aéroport, tout en intégrant davantage de produits et marques lettons dans l'offre commerciale. En 2025, l'aéroport a enregistré un chiffre d'affaires de 80,7 M€ (+3,9 %) et un bénéfice de 4,2 M€ (+22,3 %), porté notamment par la progression des revenus issus des services aéronautiques (47,3 M€, +5,4 %) et non aéronautiques (33,4 M€, +2 %).

Plus d'informations : [Riga Airport](#)

## Environnement

Avec le soutien de l'Agence lettone d'Investissement et de Développement (LIAA), le projet « Brocēni CC » porté par SCHWENK Latvija est devenu le premier projet industriel stratégique climatiquement neutre approuvé par l'Union européenne dans les États baltes. Plus de 500 M€ devraient être investis à Brocēni, dans l'ouest de la Lettonie, afin d'installer des technologies de capture du carbone au sein de la principale cimenterie du pays et de faire émerger la première cimenterie neutre en CO<sub>2</sub> des États baltes d'ici 2032. Reconnu comme projet stratégique dans le cadre du règlement européen sur l'industrie « net zéro », le projet devrait permettre une réduction annuelle d'environ 800 000 t d'émissions de CO<sub>2</sub> et contribuer à hauteur de 7 % à la réduction totale des émissions lettones entre 2031 et 2040. Les autorités lettones présentent cette initiative comme un signal en faveur du développement d'une industrie verte à forte valeur ajoutée et de l'attractivité du pays pour les investissements industriels européens.

Plus d'informations : [Dienas Bizness](#)

## ESTONIE

### Énergie

#### - renouvelable

Depuis le 9 mai, des amendements à la loi sur le marché de l'électricité sont entrés en vigueur en Estonie pour renforcer la compétitivité du secteur industriel et encourager les investissements. Ces modifications réduisent significativement la redevance sur l'énergie renouvelable pour les entreprises énérgo-intensives, selon le ministère de l'Économie et des Communications (MKM). Le ministre Erkki Keldo a souligné que cette mesure allège la pression des coûts sur ces entreprises, améliore leur compétitivité et crée un environnement économique favorable pour attirer de nouveaux investissements en Estonie.

La mesure s'applique rétroactivement depuis le 1er janvier 2026, avec un remboursement des dépenses pour les entreprises éligibles. Deux formes d'aide sont proposées : une aide d'État (réduction permanente sur les factures) ou des remboursements ponctuels rétroactifs. Les secteurs éligibles incluent la métallurgie, la chimie, le papier et le ciment, parmi d'autres industries énérgivores. Les entreprises devront soumettre une demande à Elering (TSO) une fois le règlement d'application finalisé, avec un délai de traitement maximal de deux mois par Elering et une décision du ministère du Climat sous 30 jours. Le coût de cette mesure est estimé à 9 M€ par an de 2026 à 2029, financé par le budget de l'État.

Pour plus d'informations : [News ERR](#)

#### - électricité

En raison d'une décision d'investissement toujours en attente, l'Estonie et la Lettonie devront patienter jusqu'en 2038 pour finaliser leur quatrième interconnexion électrique. Estlink 3 (3<sup>e</sup> liaison Estonie-Finlande) et la 4<sup>e</sup> liaison Estonie-Lettonie devaient être terminées entre 2035 et 2038, avec une décision d'investissement prévue entre 2027 et 2028. Cependant, à l'initiative

de la Finlande, Estlink 3 a été reportée à 2038, une date susceptible d'évoluer. Avant cela, des études techniques, un cofinancement de l'UE, ainsi que les procédures de planification et d'autorisation doivent être finalisés. Une analyse socio-économique devra aussi confirmer l'impact positif du projet sur la société et le marché régional de l'électricité.

Actuellement, l'Estonie et la Lettonie sont reliées par trois lignes électriques, dont deux ont été modernisées dans le cadre du projet de synchronisation des États baltes au réseau européen. La 4<sup>e</sup> liaison, prévue sous la mer Baltique entre Saaremaa (Estonie) et la côte de Kurzeme (Lettonie), vise à renforcer la fiabilité et la stabilité du système. Par ailleurs, deux câbles sous-marins relient déjà l'Estonie à la Finlande. Les travaux de planification pour la section terrestre d'Estlink 3 ont commencé en septembre 2025.

Pour plus d'informations : [News ERR](#)

## Transport

### - électro-mobilité

La commission des Affaires européennes du Riigikogu (Parlement) a approuvé, lors de sa séance du 10 juin, la position de l'Estonie concernant la révision des normes d'émissions CO<sub>2</sub> pour les voitures particulières neuves fabriquées dans l'Union européenne. Peeter Tali, président de la commission, a souligné la nécessité de réviser ces standards pour soutenir la durabilité de l'industrie automobile européenne et permettre une transition flexible, en tenant compte des avancées technologiques et de la préparation des infrastructures.

L'Estonie insiste sur l'importance de favoriser la production de véhicules électriques dans l'UE pour réduire la dépendance aux carburants en provenance de pays tiers et contrer la pression exercée par les voitures électriques bon marché produites en Chine, un défi majeur pour l'économie européenne. Par ailleurs, l'Estonie estime qu'il n'est pas pertinent d'envisager un durcissement supplémentaire des objectifs, les constructeurs ayant déjà investi massivement dans la transition vers des véhicules à faible émission.

L'Estonie défend l'introduction de flexibilités dans les normes, à condition qu'elles n'alourdissent pas la charge administrative des États membres et qu'elles ne limitent pas l'accès aux véhicules, y compris électriques, sur le marché européen. Les solutions proposées doivent donc soutenir simultanément la réalisation des objectifs climatiques et le maintien d'un marché automobile compétitif et fonctionnel dans l'UE. La position estonienne a été adoptée après consultation des commissions des Affaires économiques et de l'Environnement.

Pour plus d'informations : [Riigikogu](#)

## Environnement

### - politique climatique

L'Estonie, la France, l'Allemagne et l'Espagne ont appelé la Commission européenne à réviser ses plans de réforme du système d'échange de quotas d'émissions (ETS) pour y intégrer plus de flexibilité. Ces pays, bien que favorables à l'ETS, exigent des règles plus claires et adaptables afin de préserver la compétitivité des industries européennes, notamment face à la concurrence des États-Unis et de la Chine.

Les quatre pays soulignent que de nombreux secteurs n'ont pas encore accès à des technologies matures et abordables pour réduire leurs émissions au rythme exigé par l'UE. Ces pays ne remettent pas en cause le principe de l'ETS, mais insistent sur la nécessité de protéger les industries écolo-intensives, déjà fragilisées par des coûts énergétiques élevés. Ils demandent à la Commission de proposer un cadre concret pour éviter une fuite de carbone vers des pays aux normes environnementales moins strictes.

Erkki Keldo, ministre estonien de l'Économie, a souligné que les fonds dédiés à la décarbonation doivent tenir compte des besoins des petites économies et de l'équilibre géographique. Sans ajustements, les entreprises pourraient être contraintes de réduire leurs émissions plus vite que ce que permettent les technologies actuelles.

Pour plus d'informations : [Majandus ERR](#)

La loi, ainsi que les feuilles de route, confirment une orientation claire : un retrait progressif de l'utilisation des combustibles fossiles est la base de la sécurité énergétique de l'Estonie. La loi sur l'économie résiliente au climat fixe des jalons généraux de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'État pour 2030, 2035 et 2040. L'objectif de neutralité climatique d'ici 2050 a déjà été fixé par une résolution du Riigikogu en 2021. Des objectifs sectoriels de réduction des émissions sont détaillés dans plusieurs feuilles de routes.

Cependant, le conseil de la confédération estonienne des employeurs (principal syndicat patronal) a annoncé son intention de ne pas soutenir le projet dans sa forme actuelle. La confédération insiste sur la nécessité pour les entreprises de mieux comprendre les exigences, les coûts que cela engendrera ainsi que les mesures de soutien prévues par le gouvernement.

Pour plus d'informations : [News ERR](#)

### - logement

Le ministère estonien du Climat a soumis à consultation publique un plan national de rénovation visant à rénover l'intégralité du parc immobilier du pays d'ici 2050. Ce document dresse un état des lieux du bâti estonien et définit les mesures et investissements nécessaires pour les décennies à venir.

Depuis 2010, l'Estonie a déjà rénové 4 200 immeubles collectifs (soit 33 % des surfaces habitables) et 15 000 maisons individuelles (10 % du parc). Pour la prochaine décennie, l'objectif est de rénové 4 000 à 5 500 immeubles (5 M m<sup>2</sup>) et 11 000 maisons individuelles (1,5 M m<sup>2</sup>). D'ici 2050, ce sont 12 500 immeubles et 95 000 maisons qui devront être rénovés. Le plan mise sur des aides financières, un meilleur accès au crédit et le développement de services d'accompagnement pour accélérer les travaux. La consultation publique est ouverte jusqu'au 12 juin, et une première version du plan sera soumise à la Commission européenne en juin, avant une finalisation prévue en décembre 2026.

Pour plus d'informations : [Kliimaministeerium](#)

## Agenda

<b>25-26 juin</b>	<a href="#">Ukraine Recovery Conference   URC 2026</a> , Gdańsk
<b>15-16 septembre</b>	<a href="#">RE-Source Poland 2026</a> , Varsovie
<b>6-7 octobre</b>	<a href="#">Energy Storage Summit Central Eastern Europe 2026</a> , Varsovie
<b>10 octobre</b>	<a href="#">Maritime Economy Forum</a> , Gdynia
<b>17-19 novembre</b>	<a href="#">Future Energy Week Poland 2026</a> , Varsovie
<b>27 novembre</b>	<a href="#">Conference Look at the Future of Mobility 2026</a> , Riga

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : [kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr](mailto:kamila.pluciennik@dgtresor.gouv.fr)